

BAROMÈTRE DE LA FRATERNITÉ

Édition 2020



La démarche du Labo de la Fraternité

Issu du collectif #NousSommesUnis en 2015 puis transformé en *Labo du Faire ensemble* en 2016, le Labo de la Fraternité s'est structuré en 2017 avec **Coexister, Unis-cité, Kawaa et Singa, rejoint par le Pacte Civique, Fraternité Générale, La Fabrique Spinoza et la Cloche** et appuyé par plus d'une dizaine de membres et partenaires issus de la société civile.

Le Labo de la Fraternité a pour but de promouvoir la Fraternité comme base du lien social, comme valeur Républicaine, comme unité entre toutes les diversités, comme l'une des finalités nécessaire de l'action politique et citoyenne. Son objectif est triple :

- **Produire des données** et de l'analyse du lien social en France, la perception de la diversité par les Français et Françaises et les façons de l'incarner au quotidien ;
- **Porter un plaidoyer commun** autour de 5 propositions fortes et promouvoir les actions et organisations qui favorisent la Fraternité sur le terrain.
- **Rassembler ses membres**, bénévoles, acteurs et bénéficiaires des porteurs de la Fraternité en France pour qu'ils invitent d'autres citoyens et citoyennes à devenir créateurs de lien.

L'édition 2020 du Baromètre de la Fraternité

Depuis 3 ans, le Labo de la Fraternité produit des données et de l'analyse et publie chaque 16 Mai, à l'occasion de la Journée Internationale du Vivre ensemble en Paix adoptée par les Nations Unies, **le Baromètre de la Fraternité** qui interroge les Français sur leur relation à l'autre, au-delà de leur sphère d'intimité.

Cette année plus que jamais, dans un contexte de crise qui réinterroge notre rapport à la solidarité, le Labo de la Fraternité réitère son action et présentera l'Édition 2020 de son **Baromètre de la Fraternité ce 16 mai prochain**. Cette étude d'opinion, réalisée entre le 17 et 22 Avril en collaboration avec **Ifop** auprès de 2000 citoyens représentatifs, comprend notamment un focus sur la manière dont la **Fraternité a été vécue pendant la crise du coronavirus** ainsi qu'un focus sur la perception des Français sur le sans abris. Notre conviction est que **l'état de crispation et d'anxiété** de notre pays, amplifié par l'épidémie du coronavirus, appelle une **parole publique forte et spécifique** sur le thème de la Fraternité à chaque échelle de la société.

Enseignements et chiffres clés

De la nécessité de pérenniser les initiatives nées pendant le confinement

Cette période inédite a vu l'émergence d'actions solidaire spontanées (recensées [ici](#)), impulsées principalement par la société civile. **En effet, depuis le début du confinement, les Français agissent :**

- 72% des Français ont téléphoné à des personnes isolées
- 40% ont applaudi à 20h tous les jours (47% des - 24 ans)
- 32% ont fait des courses pour les personnes âgés
- 23% pensent que le confinement les a rapproché durablement de leurs voisins
- 21% donner de l'argent à une asso (32% des retraités)

Par ailleurs, 85% des Français sont favorables à une solidarité inter-régionale et à l'accueil de patients. 12% des Français seulement y sont opposés.

Pour autant, la crise du Coronavirus révèle que nous sommes à la croisée des chemins. 46% des Français pensent que le coronavirus peut causer un **repli des Français sur eux-mêmes**. 44% pensent qu'il peut **renforcer la cohésion nationale** et le lien social.

Alors même que la crise sanitaire peut laisser craindre un repli sur soi et une multiplication des actes égoïstes, ces résultats montrent au contraire qu'elle a contribué à favoriser des actions de solidarité.. Pour pérenniser ses actions, il est grand temps de **passer d'une Fraternité de crise à une Fraternité durable**.

En France, la diversité fait l'unanimité

75% (+3 points depuis 2017) pensent qu'elle est enrichissante pour les individus. Ils sont 85% à le penser parmi les moins de 24 ans.

En même temps, **43%** pensent encore que la **diversité menace notre identité et 2 tiers des Français pensent qu'on n'est "jamais assez prudent quand on a affaire aux autres"**.

Ces paradoxes appellent à une mobilisation publique sur la Fraternité. Le Labo de la Fraternité propose notamment d'**instaurer une journée nationale de la Fraternité et du Vivre ensemble en paix chaque 16 Mai pour mettre la Fraternité au coeur du débat public**.

La diversité, une opportunité de s'engager avec et pour les autres

83% des Français pensent que la diversité est une bonne chose, une association positive qui a gagné 7 points en 4 ans.

L'engagement pour l'intérêt général a augmenté en trois ans et devient, pour **29%** des sondés, une **priorité avant l'engagement pour ses proches**. À noter que les jeunes se distinguent comme la population la plus désireuse de s'engager pour l'intérêt général : une majorité des sondés (60%) pensent qu'il faut d'abord s'occuper de ses proches, alors que c'est une minorité des jeunes de moins de 24 ans (38%).

Le Labo de la Fraternité propose donc de développer massivement le Service Civique et donner à la jeunesse française des occasions de s'engager pour l'intérêt général.

La Fraternité : passer de vivre ensemble à faire ensemble

Pour 77% des Français l'action collective avec des personnes différentes est importante, voire indispensable pour 32% d'entre eux. Seulement 16% des Français considèrent l'action dans la diversité comme secondaire.

Passer d'une Fraternité privée à une Fraternité publique

L'enquête révèle que l'opinion des gens sur la diversité vient de leurs expériences dont :

- 46% dans la famille
- 28% grâce au métier
- 27% grâce aux amitiés

Plutôt que de leurs idées :

- 10% grâce à la vie politique
- 14% grâce aux médias
- 25% à l'école publique

Ces résultats soulignent un déséquilibre des lieux d'expression de la diversité qui s'expérimente davantage dans la sphère privée que publique. C'est précisément cette diversité qu'il conviendrait de mobiliser davantage pour inventer une société ou la Fraternité pourrait s'incarner à tous les niveaux.

Le Labo propose donc non seulement **de faire de la Fraternité un critère d'inspiration et d'évaluation des politiques publiques, mais aussi** de généraliser l'éducation à la Fraternité dans l'Éducation nationale et l'Éducation populaire.

La Fraternité manque d'occasions

77% des Français voudraient **agir davantage avec des personnes différentes** alors qu'ils n'étaient que 70% à le penser en 2019.

C'est par **manque d'occasion** que **53%** des Français n'interagissent pas davantage avec des personnes différentes. Ils ne sont que 15% par manque d'envie ; 7% par peur de la diversité.

Le Labo de la Fraternité propose ainsi **d'encourager les Français de tous âges à s'engager pour la Fraternité et le lien social toute l'année en** provoquant plus d'occasions, libérant du temps et créant des espaces qui donneraient la possibilité à beaucoup de Français de s'engager plus concrètement.

Un décalage entre la perception des français et les besoins des personnes sans-abri

66% des Français pensent que les pouvoirs publics sont les acteurs devant s'impliquer en priorité sur la question du sans abrisme. Cette responsabilité allouée aux pouvoirs publics semble liée à **la perception, plutôt matérialiste, qu'ont les Français des besoins des personnes sans-abri : "se loger"** est cité en premier par 34% d'entre eux et **"manger"** par 20%, tandis qu' **"avoir des échanges avec les autres"** n'est considéré comme prioritaire que par 3% des français.

Pourtant, le besoin de lien social est cité en priorité par les personnes sans-abri dans plusieurs études et dans les témoignages récoltés par les associations de terrain, telles que La Cloche.

Pour passer de l'opinion à l'action et donner corps à la Fraternité, cette valeur si souvent négligée, le Labo détaille ainsi les **5 propositions concrètes** suivantes.

Les 5 propositions politiques du Labo de la Fraternité

Vous retrouverez le détail de chacun de ces propositions au sein du dossier de presse.

- 1. Instaurer une journée nationale de la Fraternité et du Vivre ensemble en paix le 16 mai**
- 2. Développer massivement le service civique**
- 3. Faire de la Fraternité un critère d'inspiration et d'évaluation des politiques publiques et du fonctionnement des services publics**
- 4. Généraliser l'éducation à la Fraternité**
- 5. Encourager les citoyens de tous âges à s'engager pour la Fraternité toute l'année**

Les éditions précédentes du Baromètre de la Fraternité

Les 2 dernières éditions du Baromètre sont en ligne sur le site du [Labo de la Fraternité](#).

Pour la sortie du Baromètre 2019, le Labo de la Fraternité a mobilisé plus d'une centaine de personnalités du monde politique, entrepreneurial, médiatique, artistique, sportif ou associatif dans une tribune relayée par Ouest France : ["Pas de réponses aux enjeux sociaux et environnementaux sans Fraternité"](#).

Le copilotage, les membres et partenaires du Labo de la Fraternité

Le copilotage du Labo de la Fraternité est assuré par 8 organisations : Coexister, Singa, Kawaa, Unis-Cité, la Fabrique Spinoza, Fraternité Générale, le Pacte Civique et La Cloche.

Chaque année, le Labo accueille de nouveaux membres et partenaires pour appuyer son travail d'analyse et de plaidoyer et porter haut et fort la voix de la Fraternité en France.

Cette année, InSite, Entourage, Make.org, la Fabrique du Nous et la Charte de la Diversité sont membres du Labo de la Fraternité.

Les Pompiers de Paris, Agefiph, l'Observatoire de la Laïcité et la Fondation Monoprix sont partenaires de cette Édition 2020.

Portes paroles du Labo

Radia Bakkouch - Coexister radia.bakkouch@coexister.fr / +33 6 40 33 68 69

Alexandre Jost - Fabrique Spinoza alexandre.jost@fabriquespinoza.org / +33 6 72 17 20 44

Marie Trelu - Unis-Cité marie.trellu@me.com / +33 6 40 33 68 69

Eric Thuillez - Pacte Civique eric.thuillez@gmail.com / +33 6 19 38 61 64

Margaux Gaillard - La Cloche margaux.gaillard@lacroche.org / +33 6 13 05 56 60

Contacts

Contact presse : communication@fraternite-generale.fr / 06 43 57 90 79

Site internet : <https://www.labodelafraternite.fr/home/2149>

Twitter : <https://twitter.com/FraterniteLabo>

LES 5 PROPOSITIONS CONCRÈTES ET COLLECTIVES DU LABO DE LA FRATERNITÉ



EDITION 2020

La crise sanitaire que nous traversons révèle les fragilités structurelles d'un modèle de société. Elle met en première ligne nos concitoyens les plus fragilisés, que ce soit d'un point de vue médical ou d'un point de vue social. Les institutions qui connaîtront les plus lourdes pertes sont les EHPAD, les centres d'hébergements, les structures collectives de soutien, de regroupement ou de travail des plus précaires, des personnes handicapées, etc.

Comment aurions-nous traversé cette crise sanitaire et sociale, si la fraternité avait été le ciment de notre société, comme notre devise le suggère ? La crise n'aurait-elle pas été moins rude si chaque citoyen engagé en cours de route dans les actions d'urgence par les associations ou la réserve civique d'Etat avait été intégré, en amont, dans des processus structurés et durables d'entraide et de solidarité ? Si chaque personne hébergée dans un EHPAD ou un Centre d'hébergement d'urgence avait trouvé un toit, chez un particulier, le temps de la crise ? Moindre propagation, meilleure réponse, mieux coordonnée.

Et si nous faisons de la fraternité un élément structurel de notre éducation et de notre société afin de rendre cette dernière à la fois plus solide et plus résiliente ? Et si nous passions d'une fraternité de crise à une fraternité durable ? La fraternité, et avec elle le lien social, est la meilleure prévention des risques à l'échelle d'une société entière. Pour cela, une seule solution : saisir à bras le corps le sujet de la fraternité et de l'engagement à son service, en saisissant l'opportunité du Plan de relance pour financer des politiques de fraternité.

1. INSTAURER UNE JOURNÉE NATIONALE DE LA FRATERNITÉ ET DU VIVRE ENSEMBLE EN PAIX LE 16 MAI

- Programmer une prise de parole annuelle du Président de la République sur la Fraternité, le lien social et la cohésion de la Nation, de manière ritualisée, comme un état des lieux des principes républicains : indivisibilité, démocratie, laïcité et accès effectif des ayant droit aux droits.
- Prévoir une valorisation gouvernementale des acteurs et des méthodes qui facilitent le lien social et la fraternité au quotidien par les ministres et ministères.
- Décréter le 16 mai, journée internationale du vivre ensemble en paix, comme la "Journée de la Fraternité" en France et la célébrer chaque année.

2. DÉVELOPPER MASSIVEMENT LE SERVICE CIVIQUE

Dans l'ombre, les jeunes du Service Civique ont été fortement mobilisés pendant la crise (sur le terrain en soutien aux plus vulnérables et aux services publics essentiels, à distance notamment pour maintenir le lien social avec nos aînés isolés...). Ils ont prouvé être le socle de notre Réserve Civique, prêts à se mobiliser en masse lorsque notre société va mal, prêts à construire la société de demain.

Le Service Civique doit être généralisé pour faire partie du socle de l'éducation à la fraternité pour tous nos jeunes :

- Viser à terme au moins 80% d'une classe d'âge passée par le Service Civique ;
- Doubler dès 2021 le nombre de missions de Service Civique financées par l'Etat, tout en préservant sa qualité (souplesse de durée de 6 à 12 mois, retour à une moyenne de 8 mois des missions, renforcement du tutorat et des formations) ;
- Faire découvrir l'engagement à tous les enfants dès le primaire, et parler de la possibilité de faire un Service Civique à tous les moments clés du parcours éducatif des jeunes (dès le collège notamment pour les jeunes en décrochage scolaire ; en terminale en promotion de l'année de césure post-bac ; et au delà, régulièrement, à tous les jeunes déscolarisés et sans activité).

3. FAIRE DE LA FRATERNITÉ UN CRITÈRE D'INSPIRATION ET D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DU FONCTIONNEMENT DES SERVICES PUBLICS

La crise sanitaire a démontré l'efficacité concrète de la Fraternité, ainsi que les drames qui surviennent lorsqu'elle manque. Pour qu'elle irrigue davantage la société, organisons, à partir de consultations citoyennes décentralisées, des Etats généraux de la Fraternité. Ceux-ci auront notamment à définir :

- Comment la Fraternité peut devenir un critère d'inspiration et d'évaluation des politiques publiques désormais co-construites avec les bénéficiaires et des citoyens tirés au sort.
- Comment elle peut devenir parallèlement un critère du bon fonctionnement des grands services publics, comme Pôle emploi et les institutions médico-sociales.

L'animation des politiques de Fraternité devrait être rattachée au Premier Ministre aux fins de promouvoir l'inclusion pour toutes et tous dans les politiques publiques, en référence aux 25 critères de discriminations du Code Pénal et à cet effet :

- Mettre en place des modules de formation à la fraternité pour les agents des trois fonctions publiques.
- Faciliter la participation des usagers et bénéficiaires à la formation des professionnels qui mettent en œuvre les actions sanitaires et sociales.
- Organiser la participation des bénévoles au fonctionnement des services publics.

Le CESE remettrait chaque année au Président de la République un rapport d'évaluation des politiques de Fraternité qui, comme celui du défenseur des droits, devrait être examiné au Parlement, en séance publique.

4. GÉNÉRALISER L'ÉDUCATION À LA FRATERNITÉ

- Développer les pédagogies de l'empathie et de l'esprit critique notamment au travers d'une pratique régulière du débat démocratique et philosophique et de protocoles d'interventions simples (pleine conscience, gratitude, communication non violente) dès le primaire, facilités par des enseignants formés et animés par les élèves eux-mêmes
- Renforcer l'enseignement laïque du fait religieux pour lutter contre l'analphabétisme confessionnel des français qui favorise l'émergence des préjugés et de la violence.
- Rendre pérennes et systématiques les interventions en milieu scolaire des mouvements d'éducation populaire dans le cadre des programmes de l'enseignement moral et civique.
- Renforcer la formation des enseignants pour acquérir les compétences nécessaires à l'éducation à la Fraternité, aux apprentissages coopératifs et à la construction de partenariats avec les acteurs de l'éducation populaire.
- Poursuivre les expérimentations évaluées scientifiquement sur les pédagogies coopératives, comme vecteurs de Fraternité et de bon apprentissage.

5. ENCOURAGER LES CITOYENS DE TOUS ÂGES À S'ENGAGER POUR LA FRATERNITÉ TOUTE L'ANNÉE

- Faire de l'engagement citoyen un droit opposable des salariés en entreprise via le mécanisme de mécénat de compétences.
- Pérenniser et développer les réseaux et initiatives de Fraternité informelle et locale ayant émergé pendant la crise sanitaire, notamment en renforçant la visibilité et le financement des associations qui encadrent et favorisent la mobilisation citoyenne.
- Reconnaître et soutenir les labels qui recensent les lieux de solidarité alternatifs (cafés, tiers-lieux, commerces de proximité, coworkings,...) qui se donnent les moyens de créer du lien de manière fraternelle.
- Rendre systématique la co-construction des actions de solidarité avec les "bénéficiaires", promouvoir le "Faire ensemble" comme levier du mieux "Vivre ensemble" dans notre société.